

# T@mT@m/CFTC.FAE

Fédération CFTC des Fonctionnaires et agents de l'Etat - 2bis, quai de la Mégisserie - 75001 PARIS

Téléphone : 01 40 13 80 88 - Fax : 01 40 13 80 89



cftcfae@free.fr



<http://www.cftc-fae.fr>



[facebook.com/groups/CftcFAE](https://www.facebook.com/groups/CftcFAE)



[https://twitter.com/cftc\\_fae](https://twitter.com/cftc_fae)

**N° 431 – 11 juillet 2017**

## **En marche contre les fonctionnaires**

S'il y a une catégorie de Français qui intéressent peu ce gouvernement ce sont bien les fonctionnaires :

- Blocage du point d'indice jusqu'en 2019 (pas de discussion possible),
- La compensation de la CSG sera examinée à la rentrée (aucune garantie),
- Instauration d'une journée de carence (pas de discussion possible),
- Remise en cause du planning d'application de l'accord PPCR,
- Ouverture d'un cahier de doléances ouvert à tous les citoyens, pour exprimer leurs critiques contre le service public (base d'états généraux de la Fonction publique),
- Peu d'avancées sociales en vue, notamment en termes d'action sociale ou de protection sociale complémentaire.

Voilà ce qui ressort du conseil commun du 10 juillet 2017 :

La CFTC a expliqué que des décisions unilatérales sont incompatibles avec le dialogue social réformiste, que 1,2 % d'augmentation du point d'indice pour une période de 2010 à 2016 n'est pas une situation supportable, et que les effectifs des ministères sont déjà au plus bas.

Par ailleurs il ne revient pas à la Cour des comptes de s'immiscer dans l'organisation des ministères avec un *a priori* évidemment hostile.

D'ailleurs si les derniers budgets étaient « insincères », ce n'est pas aux 5 millions de fonctionnaires d'être sanctionnés !

Pas plus au Conseil d'Etat de s'immiscer de plus en plus fortement dans les textes négociés par les OS.

Le gouvernement a néanmoins prévu un point de situation sur les personnels handicapés, la formation et la parité.

L'approche comptable de la fonction publique, comme variable d'ajustement budgétaire, soulève la colère des fonctionnaires, cela fait dix ans que cela dure (2007 élection de N.SARKOZY) !

Quant au rabet sur les dépenses de l'Etat, il n'a rien de nouveau non plus, c'est devenu une marotte politique.

**LA CFTC FAE attachée au DIALOGUE SOCIAL, ne peut valider ces mesures annoncées par voie de Presse.**

La CFTC FAE défend les agents publics.

